

Des vols de drones commandés par l'État au-dessus de zones d'habitation

**Pour le compte de l'État, des sociétés effectuant des vol de drones, ont pour objectif de prendre des photos aériennes pour divers projets tels que la protection contre les inondations, l'arpentage, la surveillance des frontières, etc. Au cours de cette opération, selon les rapports des témoins, ils ont scanné "chaque jardin et chaque personne dans son propre jardin" juste au-dessus des têtes. Les drones joueront également un rôle dans le réseau de surveillance national lié à la migration.**

En Autriche, selon les déclarations de citoyens inquiets, au printemps 2021, des drones commandés par l'État ont survolé à plusieurs reprises des zones d'habitation dans une commune du Burgenland. Selon les rapports des témoins, ils ont scanné juste au-dessus des têtes &quot;chaque jardin et chaque personne dans son propre jardin&quot;. Ces &quot;VOLS de DRONES&quot; ont été annoncés sur le panneau d'affichage municipal et sur Facebook : Pour l'élaboration d'un plan des zones inondables de la commune, des &quot;vols de drones&quot; auront lieu pour recenser les routes et les zones d'écoulement des crues.

Des recherches ont révélé que ce sont des &quot;sociétés spécialisées en vol de drones&quot; qui effectuent ceux-ci dans certaines régions du pays pour le compte de l'État. L'objectif est de prendre des photos du terrain pour divers projets tels que la protection contre les inondations, l'arpentage, la surveillance des frontières, etc. L'autorisation de vol nécessaire est obtenue auprès d'Austro Control (contrôle du trafic aérien autrichien).

Les autorisations très étendues, valables d‘un à deux ans, permettent aux drones de survoler des bâtiments privés et des espaces verts sur l'ensemble du territoire fédéral, tous les jours, de l'aube à la tombée de la nuit, pour &quot;filmer et photographier, effectuer des vols d'arpentage, des balayages laser, des inspections et des thermographies&quot;.
L'espace aérien étant considéré comme un espace public, il est difficile pour les personnes concernées de protéger leur vie privée tant que les drones respectent l'altitude minimale de vol prescrite par la loi.

Les projets de protection contre les inondations et autres projets écologiques peuvent justifier des relevés de terrain par drones. Mais quel est l'intérêt de survoler plusieurs fois des jardins privés et de les scanner avec autant de précision ? Les nombreuses autorisations de drones à des fins commerciales permettent une collecte polyvalente de données hautement privées.

Plus alarmant encore est le fait que l'UE souhaite créer à l'avenir un réseau de surveillance complet en rapport avec les migrations, en utilisant des données biométriques et des systèmes d'auto-apprentissage dotés d'intelligence artificielle (IA). La surveillance sera renforcée par des drones de grande taille et des zeppelins sans pilote. Une rencontre entre l'agence européenne des frontières Frontex et des lobbyistes a été suivie par des fabricants d'armes et d'autres représentants, ainsi que par des entreprises du secteur de la surveillance.

C'est précisément en traitant la migration aux frontières extérieures que l'Union a découvert un terrain de jeu pour la mise en œuvre pratique de nouveaux types de méthodes de surveillance. Frontex, par exemple, s'appuie depuis longtemps sur des systèmes qui remplacent les décideurs humains ou fournissent une assistance technologique.
Frontex coopère depuis des années avec la société israélienne Windward, qui appartient notamment à l'ancien directeur de la CIA, David Petraeus. Les données collectées sont échangées de diverses manières grâce au réseau de surveillance EUROSUR mis en place par Frontex.

Le député européen Patrick Breyer critique : &quot;L'Union européenne continue de financer des technologies illégales qui violent les droits fondamentaux et sont contraires à l'éthique.&quot;

En outre, il faut considérer qu'une fois que des systèmes de surveillance de masse performants ont été installés, leur application à l'ensemble de la population, n‘est qu’un pas de plus.

**de ncm.**

**Sources:**

Bescheid E-LSA730-349/16-20 der Austro Control vom 22.12.2020

Amtliche Mitteilung Gemeinde Breitenbrunn am Neusiedler See vom Jänner/Februar 2020 „Drohnen in Breitenbrunn“
<https://www.google.com/search?channel=nrow5&amp;client=firefox-b-d&amp;q=Drohnen+in+Breitenbrunn>

<https://www.nordbayern.de/region/forchheim/drohne-fliegt-uber-private-grundstucke-war-es-ein-spahangriff-1.10383834>

Drohnengesetze in Österreich
<https://drohnen-camp.de/drohnen-gesetze-in-oesterreich/>

Innovationspreis Burgenland für Drohnendienstleistungen
<https://www.youtube.com/watch?v=n7HClRr-XiA>

Der Standard vom 10.02.2021 zu Migrantenüberwachung
<https://www.derstandard.at/story/2000123966623/wie-die-eu-massenueberwachung-an-migranten-erprobt>

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

#SurveillanceTotale - totale - [www.kla.tv/SurveillanceTotale](https://www.kla.tv/SurveillanceTotale)

#Autriche - [www.kla.tv/Autriche](https://www.kla.tv/Autriche)

#Technologie - [www.kla.tv/Technologie](https://www.kla.tv/Technologie)

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung%26lang%3Dfr)

*Licence:  Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.